

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/NGMTS/W/13

16 février 1996

(96-0676)

---

**Groupe de négociation sur les services  
de transport maritime**

Original: espagnol

## COMMUNICATION DE LA REPUBLIQUE DU CHILI

### Offre conditionnelle concernant les services de transport maritime

A la demande de la République du Chili, la communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe de négociation sur les services de transport maritime.

\_\_\_\_\_

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint l'offre conditionnelle présentée par le Chili dans le cadre des négociations sur les transports maritimes. Cette liste est une contribution importante au processus de négociation et à la libéralisation du commerce des services de transport maritime comme moyen de promouvoir le développement des pays et notamment celui des pays en développement.

Cette liste est subordonnée au contenu final des offres faites par les Membres de l'OMC et à l'acceptation des demandes présentées par le Chili.

S'agissant des exemptions indiquées dans sa liste d'engagements établie dans le cadre du Cycle d'Uruguay (GATS/EL/18), le Chili est prêt à ne plus appliquer la clause de réciprocité prévue par sa législation, tant en ce qui concerne l'accès des navires chiliens aux cargaisons qu'en ce qui concerne l'impôt calculé sur le montant total des recettes imputables à des navires étrangers.

Pour cela, il faut que tous les Membres de l'OMC s'engagent, de la même manière, à n'imposer aucune mesure directe ou indirecte (y compris des mesures fiscales ou des subventions) qui se traduirait par une quelconque limitation sous forme de parts de cargaison réservées ou par une incitation indirecte d'effet équivalent, et à abroger les mesures similaires en vigueur.

L'exemption de l'obligation NPF en vertu de l'Accord bilatéral de 1974 entre le Brésil et le Chili est maintenue.

Le Chili se réserve le droit de maintenir, de modifier ou de réduire cette liste à tout moment, selon les conditions fixées ci-dessus. Il se réserve aussi le droit d'apporter à sa liste les modifications d'ordre technique qu'il juge appropriées.



## CHILI - LISTE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
SERVICES DE TRANSPORT MARITIME				
A) Transports internationaux de passagers, CPC 7211 et 7212 (à l'exception du cabotage)	1) Néant 2) Néant 3) Désignation d'un agent maritime au Chili	1) Néant 2) Néant 3) S'il s'agit d'une personne physique, elle doit être chilienne. S'il s'agit d'une société, elle doit être légalement constituée au Chili en tant que personne morale chilienne.	Par rapport au traitement accordé aux navires nationaux, aucune discrimination concernant l'accès des navires étrangers aux ports nationaux, ni obligation d'utiliser certaines installations terminales	
	4) a) La majorité des directeurs et/ou administrateurs doivent être ressortissants chiliens et résider ou avoir leur domicile au Chili b) Equipages des navires: non consolidé	4) a) La majorité des directeurs et/ou administrateurs doivent être ressortissants chiliens et résider ou avoir leur domicile au Chili b) Equipages des navires: non consolidé		
B) Transports internationaux de marchandises (1), CPC 7211 et 7212 (à l'exception du cabotage)	1) Néant 2) Néant	1) Néant 2) Néant		

**CHILI** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
C) Services de poussage et de remorquage (CPC 7214)	3) Constitution d'une société dont le domicile principal et le siège réel et effectif se trouvent au Chili; le président, le directeur général et la majorité des directeurs ou administrateurs, selon les cas, doivent être Chiliens et avoir leur résidence ou leur domicile au Chili. La majeure partie du capital social doit appartenir à des personnes physiques ou morales chiliennes.	3) Constitution d'une société dont le domicile principal et le siège réel et effectif se trouvent au Chili; le président, le directeur général et la majorité des directeurs ou administrateurs, selon les cas, doivent être Chiliens et avoir leur résidence ou leur domicile au Chili. La majeure partie du capital social doit appartenir à des personnes physiques ou morales chiliennes.		
	4) a) La majorité des directeurs et/ou des administrateurs doivent être ressortissants chiliens et résider ou avoir leur domicile au Chili	4) a) La majorité des directeurs et/ou des administrateurs doivent être ressortissants chiliens et résider ou avoir leur domicile au Chili		
	b) Equipages des navires: non consolidé	b) Equipages des navires: non consolidé		
	1) Non consolidé*	1) Non consolidé*		
	2) Non consolidé*	2) Non consolidé*		
	3) Constitution d'une société dont le domicile principal et le siège réel et effectif se trouvent au Chili; le président, le directeur général et la majorité des directeurs ou administrateurs, selon les	3) Constitution d'une société dont le domicile principal et le siège réel et effectif se trouvent au Chili; le président, le directeur général et la majorité des directeurs ou administrateurs, selon les		

**CHILI** (suite)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
D) Services des centres de groupage et d'empotage/dépotage des conteneurs	cas, doivent être Chiliens et avoir leur résidence ou leur domicile au Chili; la majeure partie du capital social doit appartenir à des personnes physiques ou morales chiliennes pour qu'un navire puisse être immatriculé au Chili.	cas, doivent être Chiliens et avoir leur résidence ou leur domicile au Chili; la majeure partie du capital social doit appartenir à des personnes physiques ou morales chiliennes pour qu'un navire puisse être immatriculé au Chili.	
	4) a) La majorité des directeurs et/ou des administrateurs doivent être ressortissants chiliens et résider ou avoir leur domicile au Chili	4) a) La majorité des directeurs et/ou des administrateurs doivent être ressortissants chiliens et résider ou avoir leur domicile au Chili	
	b) Equipages des remorqueurs: non consolidé	b) Equipages des remorqueurs: non consolidé	
	1) Non consolidé*	1) Non consolidé*	
	2) Non consolidé*	2) Non consolidé*	
	3) Néant	3) Néant	
	4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les engagements horizontaux	4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les engagements horizontaux	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés		Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
E) Services auxiliaires de transport maritime	1) Non consolidé*	1) Non consolidé*	1) Non consolidé*	
- Services de chargement et de déchargement	2) Non consolidé*	2) Non consolidé*	2) Non consolidé*	
	3) Néant	3) Néant	3) Néant	
- Services d'entreposage et de magasinage	4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les engagements horizontaux	4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les engagements horizontaux	4) Non consolidé, sauf indication contraire dans les engagements horizontaux	